

Paris, le 8 décembre 2013

Groupe de travail MENA-OCDE sur la sécurité des investissements dans la région méditerranéenne (ISMED)**- Conférence de lancement -****(Lundi 9 décembre)**

—

Monsieur le ministre, Monsieur le Secrétaire général adjoint, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais d'abord vous dire mon plaisir d'être parmi vous ce matin et vous remercier pour votre invitation.

Le sujet dont nous parlons ce matin est un sujet essentiel au bon développement des échanges entre les deux rives de la Méditerranée. La rive Sud fait face à des besoins croissants en infrastructures (du fait de la démographique croissante, de l'urbanisation rapide, des demandes pour de meilleurs services publics). Mais ces besoins ne peuvent être comblés par les seules ressources publiques. Mais la situation instable dans certains pays méditerranéens freine les investissements privés.

Pour la rive Nord, et en particulier pour la France, investir dans les pays de la rive Sud de la Méditerranée est pourtant capital, aussi bien pour des raisons économiques, étant donné les perspectives de croissance dans cette région, que politiques, pour resserrer le partenariat méditerranéen. C'est d'ailleurs une des

priorités de la politique étrangère française, au travers de la diplomatie économique portée par Laurent Fabius. La sécurisation des investissements dans la région méditerranéenne est donc fondamentale.

L'enjeu est de créer des conditions plus favorables aux investissements étrangers ou mixtes (en partenariat avec des investisseurs locaux) dans ces pays. Les instruments d'atténuation des risques, tels que les garanties, les assurances contre les risques politiques et économiques, représentent des leviers essentiels qui peuvent, au moins partiellement, contrebalancer les appréhensions des investisseurs.

Les échanges qui vont avoir lieu aujourd'hui, à l'occasion de cette conférence, puis dans le cadre du groupe de travail ISMED apporteront, je le crois, très concrètement et de manière très opérationnelle, des propositions pour parvenir à mieux mobiliser les outils déjà existant pour favoriser les investissements privés sur les rives Sud et Est de la Méditerranée. Mais il faut aussi examiner ce que l'on peut faire de plus, notamment dans les domaines suivants : le partage des risques, le fonctionnement des partenariats public-privé, l'arbitrage commercial dans l'espace euro-méditerranéen, ou encore la contribution que peut apporter le développement de la finance dite « islamique ».

Il faut veiller à compléter la boîte à outils disponible, mais aussi faire en sorte que les acteurs économiques aient pleinement

connaissance des moyens qu'ils peuvent utiliser pour assurer le financement de leurs projets.

La question de la mobilisation des investissements en Méditerranée représente aujourd'hui un défi considérable. Nous devons donc nous efforcer d'apporter des réponses à la fois plus efficaces, mieux partagées et davantage connues des acteurs auxquelles elles s'adressent directement. Car leur niveau reste très en deçà des besoins, malgré une certaine reprise des flux d'investissements directs étrangers en 2012, après la baisse que nous avons enregistrée pendant trois années consécutives.

Cela nécessite d'améliorer les outils et les garanties juridiques et financières, mais également d'assurer une stabilité politique.

En effet, comme l'a récemment affirmé le Président de la République François Hollande, « il n'y a pas de développement économique sans sécurité, et il n'y a pas de sécurité sans développement économique ». La stabilité politique dans les pays du Sud de la Méditerranée passe par une stabilité économique.

Les bouleversements qui ont secoué la région depuis la fin de l'année 2010, à des degrés divers et sous des formes variables, ont agi comme un révélateur puissant et violent des frustrations accumulées depuis des décennies dans le domaine économique et social. Les « révolutions de la dignité » en Tunisie, en Egypte et en Libye, auxquelles une mission d'information de la commission des affaires étrangères vient de consacrer un très intéressant rapport,

plongent leurs racines bien au-delà de la sphère politique et de la question des droits et des libertés, même si ces sujets sont eux aussi essentiels, bien sûr.

En Tunisie, l'onde de choc est ainsi venue des régions délaissées, marginalisées et défavorisées du pays, notamment à Sidi Bouzid, où ce jeune marchand ambulant, Mohamed Bouazizi, s'est immolé. Et l'on a encore vu, ces derniers jours, à quel point les frustrations économiques et sociales restent vives, avec les mouvements de grande ampleur qui ont repris dans ces mêmes régions. Un plan très ambitieux d'investissements publics et privés a été annoncé dès 2012, pour presque 80 milliards de dollars, ce qui implique de mobiliser les financements nécessaires.

En Egypte, le bilan politique des précédentes autorités égyptiennes avant la révolution est très inquiétant. La gestion économique calamiteuse des Frères musulmans au pouvoir, autour du président Mohamed Morsi, a par la suite accentué les difficultés du pays et contribué aux événements du 3 juillet dernier. Le nouveau Gouvernement de transition a annoncé, là aussi, un important plan d'investissements afin de relancer l'économie et d'améliorer les infrastructures.

Quant à la Libye, cet Etat n'est pas seulement à reconstruire, après 42 années passées sous la coupe de Kadhafi, mais aussi dans une large mesure à construire. Malgré un certain nombre de réalisations, essentiellement dans les années 1970, Kadhafi n'avait pas mené de véritables projets de développement pour son pays, pourtant riche en ressources pétrolières. Il faudra, au demeurant, une

remise à niveau dans ce secteur. Mais je pense surtout au Sud libyen. Les trafics en tous genres qui continuent à s'y développer, notamment en matière d'armes et de drogue, de même que le risque de sanctuarisation de cette zone pour des groupes extrémistes, résultent très directement de son état de délaissement absolu et de l'absence de perspectives pour les populations, en particulier des minorités touboues et touaregs.

Au Maroc, un effort de régionalisation des financements est en cours.

Partout dans la région, le chômage des jeunes, en particulier des jeunes diplômés, est un fléau.

On retrouve aussi un besoin important d'investissement, notamment privé, dans les autres pays de la région. Même si les conséquences y paraissent moins immédiatement dramatiques, parce que ces autres pays ont été généralement moins touchés par les événements qui ont commencé en 2011, il y a également des aspirations très fortes en matière de développement économique et social, ainsi qu'une prise de conscience des responsables nationaux. Chacun voit bien la nécessité absolue, y compris pour des raisons directement politiques, d'investir dans des projets concrets, au bénéfice de la population.

Le second point sur lequel je voudrais insister, c'est la nécessité de travailler ensemble, dans cet espace commun que doit être la Méditerranée. Car tout est lié : la croissance sur la rive Nord,

comme sur les rives Sud et Est ; la sécurité sous tous ses aspects : mais aussi la gestion des migrations et de la mobilité, des visas pour les entrepreneurs, qui doit être beaucoup plus harmonieuse qu'aujourd'hui. La France doit poursuivre ses efforts pour convaincre ses différents partenaires que la Méditerranée doit être une priorité d'action.

L'Europe a besoin de la Méditerranée comme la Méditerranée a besoin de l'Europe. Parce que les défis sont communs (le développement économique et l'emploi, l'environnement et l'énergie, la recherche et la formation, la sécurité), et les idéaux partagés (la confiance dans la démocratie, la liberté d'expression, le respect des libertés individuelles et des minorités). Parce que pour les pays des deux rives, nord et sud, il n'y pas d'autre alternative que s'associer pour devenir un espace de paix et de prospérité, ou demeurer une région éclatée et par conséquent marginalisée dans le concert européen et mondial.

La reprise de l'investissement dans cette région, qui est l'objet même de ce groupe de travail, ne peut que contribuer à répondre à ces trois défis essentiels que je viens d'évoquer, dans la mesure où elle est porteuse de croissance et de développement. Tout le mérite de la démarche qui nous réunit aujourd'hui, et par la suite dans le cadre du groupe de travail, est d'y travailler ensemble, avec l'OCDE, la Commission européenne et l'UpM, en rassemblant non seulement les gouvernements de la région, mais aussi des agences de développement, des opérateurs du secteur des garanties et des

assurances, des acteurs économiques du secteur privé, ainsi que des instances de réflexion et de proposition telles qu'IPEMED.

En dernier lieu, je voudrais dire que ce groupe de travail me paraît d'autant plus important qu'il vient s'inscrire en résonance, et surtout en synergie, avec d'autres initiatives phares que nous défendons en France, avec nos partenaires, pour l'avenir de la Méditerranée : des projets concrets, utiles et visibles dans le cadre de l'UpM ; une dynamique nouvelle de co-production économique en Méditerranée et de partenariat « gagnant - gagnant » ; ou encore le développement d'une véritable communauté euro-méditerranéenne dans le domaine de l'énergie. Pour toutes ces initiatives, il faudra bien sûr parvenir à mobiliser efficacement des investissements. C'est la clef de la réussite et de notre avenir commun.

Tous les projets concrets destinés à favoriser le développement et la croissance en Méditerranée sont utiles, et celui que nous allons consacrer aujourd'hui, à l'occasion de cette conférence inaugurale, l'est tout particulièrement. Vous trouverez donc en moi, en tant que présidente de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, mais aussi à titre personnel, un soutien résolu, ainsi qu'un relais, si vous le souhaitez.

Mais je crois aussi, et ce sera ma conclusion, qu'il faut, au-delà des projets concrets, des initiatives politiques ambitieuses.

Une « union des deux rives » est un projet certes lointain, mais que nous devons conserver en objectif final. Le monde

d'aujourd'hui ne nous permet plus de jouer en solo. Ce n'est qu'ensemble que nous bâtirons l'avenir que nous avons en commun.

Je vous remercie.